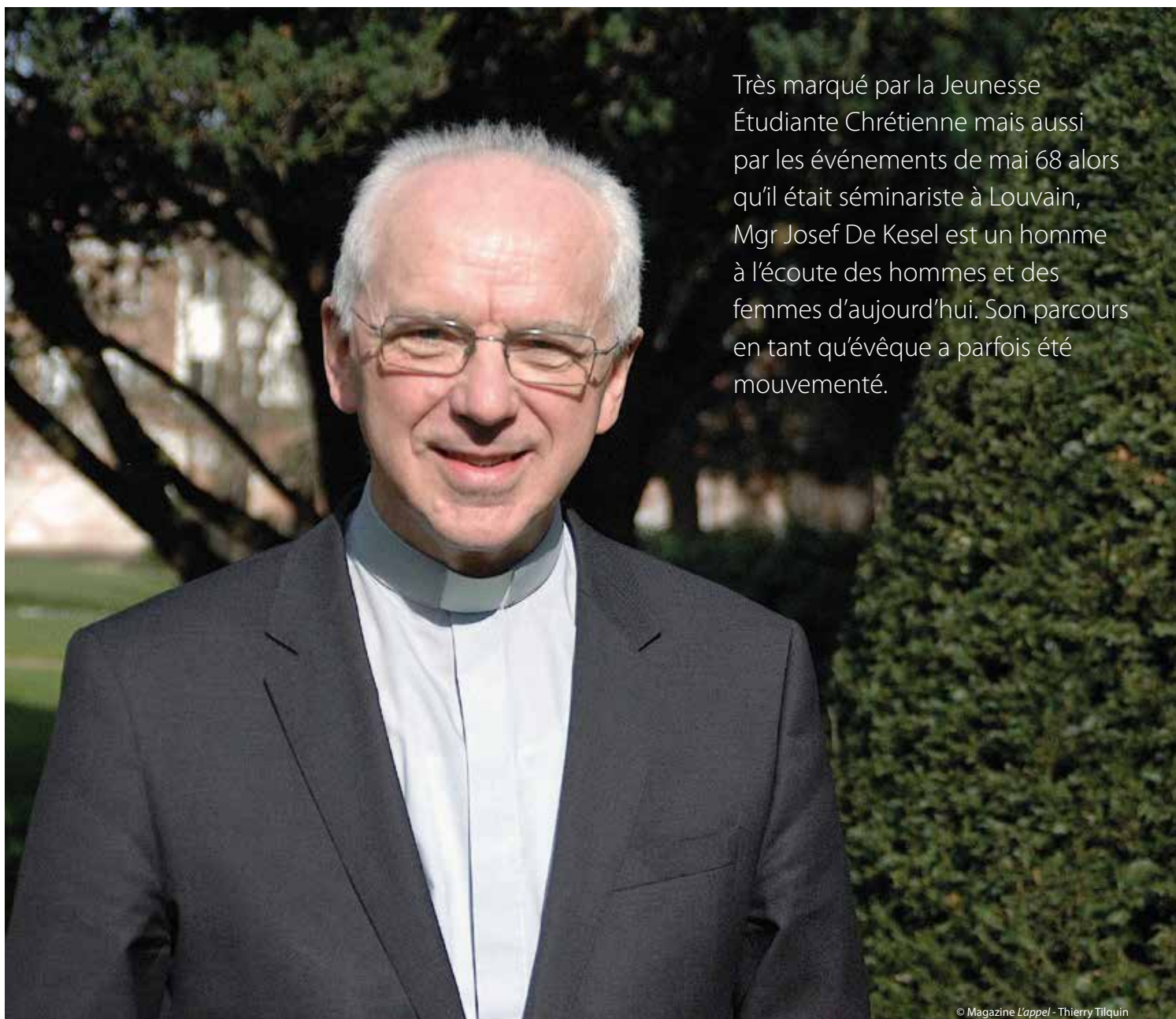


JOSEF DE KESEL

# « *L'Église doit s'engager dans la société* »



Très marqué par la Jeunesse Étudiante Chrétienne mais aussi par les événements de mai 68 alors qu'il était séminariste à Louvain, Mgr Josef De Kesel est un homme à l'écoute des hommes et des femmes d'aujourd'hui. Son parcours en tant qu'évêque a parfois été mouvementé.

**V**ous êtes connu des Bruxellois, puisque vous avez été évêque auxiliaire auprès d'eux, mais moins des Wallons. Quel a été votre parcours ?

– Il est assez classique. Je suis entré au séminaire après les humanités secondaires. J'ai été professeur de religion dans un collège en Flandre. Ensuite, j'ai été pendant quinze ans professeur de théologie au séminaire de Gand. J'enseignais la théologie dogmatique. Puis, j'ai été nommé vicaire épiscopal par Mgr Luys-termans, évêque de Gand. J'étais responsable de tout ce qui concernait la formation des prêtres, des diacres, des animateurs en pastorale, et du séminaire. Après, j'ai été nommé évêque à Bruxelles. On cherchait un évêque auxiliaire bilingue. Nous étions en 2002. À l'époque, il y avait deux évêques à Bruxelles, un pour les Francophones et un pour les Flamands. Le Conseil presbytéral et le Conseil pastoral ont demandé un seul évêque qui devait être bilingue. Je n'avais pas beaucoup de liens avec Bruxelles et n'étais pas très enthousiaste à ce moment-là. Mais j'ai été bien accueilli. J'ai eu un bon contact et découvert la grande diversité multiculturelle de Bruxelles. Je n'ai donc jamais entendu ou ressenti du côté des francophones : « *Mais qu'est-ce qu'il vient faire ici ce Flamand ?* » et cela m'a beaucoup aidé !

– *Après Bruxelles, vous avez fait un « passage-éclair » dans le Brabant Flamand.*

– Effectivement, en 2010, entre mes fonctions à Bruxelles et à Bruges, Mgr Léonard m'avait chargé du vicariat du Brabant Flamand. J'avais accepté sans grand enthousiasme. Et trois jours après mon déménagement, le Nonce apostolique me téléphone pour la nomination à Bruges ! Suite à l'affaire Vangheluwe dévoilée en avril, il fallait trouver un nouvel évêque pour ce diocèse, le plus vite possible, donc quelqu'un qui était déjà évêque car la procédure prend du temps. J'ai eu beaucoup de problèmes à Bruges. Maintenant, tout est en ordre. Mais ce fut difficile. J'ai connu des moments très, très pénibles à tel point que je me suis demandé si je ne devais pas démissionner. Mais bon, je suis convaincu que la Commission parlementaire nous a beaucoup aidés. Elle nous a donné l'instrument et les moyens pour aborder le problème dans la transparence et la légalité. Je le dis, la Commission nous a sauvés.

– *Et pour la succession de Monseigneur Léonard ?*

– J'étais donc à Bruges depuis cinq ans et demi et je me disais qu'on n'allait pas me demander de venir à Malines. Étant donné mon âge notamment. Maintenant que j'ai été nommé archevêque, le fait que je connais beaucoup de gens ici me donne confiance.

– *Dans ce parcours, y a-t-il des gens qui ont été déterminants, des gens qui vous ont inspiré ?*

– Je viens d'un milieu en Flandre marqué par la Jeunesse Étudiante Chrétienne (JEC). J'en faisais partie dans les années 60-63, les années du Concile donc. La JEC était paroissiale, mais tout relevait de la paroisse à cette époque ! Avec le vicaire, on travaillait ensemble. Il n'y avait pas beaucoup de différence entre mon engagement à la JEC, mon engagement

**« Pour moi, la sécularisation est un fait qu'il ne faut pas regretter. »**

dans la paroisse, le renouveau de la liturgie. J'étais impliqué. C'était à la fois très social et très engagé dans l'Église. Je me rappelle encore très bien qu'en 1963, on pouvait déjà lire les textes bibliques en néerlandais. Je m'enthousiasmais pour cela.

Dans ma classe, j'ai été le seul à devenir prêtre. Mais pour moi-même, c'était logique. C'était une poursuite de mon engagement en tant que jeune. En 1965, je suis entré au séminaire. Puis je suis allé à Leuven dans les années 1967-1968. J'ai donc vécu les événements de l'époque de l'intérieur. Cette période m'a fort marqué. Je n'ai pas participé aux manifestations. Au Séminaire, ce n'était pas permis, mais des séminaristes le faisaient tout de même !

– *Ce n'était pas dans votre caractère ?*

– En tout cas pas de dire « *Wallen buiten !* » ou « *Suenens buiten !* » pour ce qui concerne la question propre à Leuven. Mais mai 68, c'est encore autre chose, bien plus important. C'était une remise en cause de la société. Beaucoup de séminaristes, mais aussi des prêtres, ont quitté le séminaire ces années-là. Cela m'a marqué. Je ne dis pas que j'ai dû trouver d'autres raisons pour continuer... mais cela m'a invité à réfléchir aux questions de notre temps. Ma grande chance fut qu'à ce moment-là, la théologie était

une science importante et intéressante. De grands théologiens ont participé au Concile et l'ont fortement marqué, comme le père de Lubac, le père Congar et le père Chenu. Ils ont été parmi ceux qui ont proposé une ouverture très importante. À mon tour, j'ai pris goût à la matière. Étudier la théologie de 1968 à 1974, c'était rêvé !

– *Aujourd'hui, nous vivons dans un monde où Dieu est loin d'être évident. On peut vivre sans Dieu, alors que ce n'était pas le cas jadis. La sécularisation est-elle une chance, un défi ?*

– C'est un fait. Dans les formations que j'ai données à Gand, j'étais fort occupé par la question de la place de l'Église et du christianisme en Occident. Avant les Lumières, la culture était chrétienne. Aujourd'hui, nous sommes dans une culture sécularisée, pluraliste. Dans une culture sécularisée, quelle est la place de l'Église, du christianisme, de la religion ? Voilà le grand défi pour l'avenir ! Pas uniquement pour l'Église catholique mais pour la religion en tant que telle.

Il ne faut pas regretter la sécularisation. Auparavant, le monde était l'Église, tout lui appartenait : on sortait de l'église et on était encore dans l'Église. Il n'y avait pas moyen de sortir de l'Église. La sécularisation est un bienfait. Mais la question, est celle de la privatisation de la religion. Et là je pense que ce n'est pas une bonne chose. Je ne dis pas cela avec une mentalité défensive. Mais je m'oppose à ce qu'on dise : « La religion est uniquement dans l'église et dans la vie privée. »

– *Pourquoi ?*

– Si on exclut la religion de la place publique – et je ne parle pas simplement du christianisme mais aussi de l'islam et de ceux qui n'ont pas de convictions religieuses... –, si tout cela disparaît de la société civile, si on ne supporte plus aucune visibilité, on crée un vide au niveau convictionnel, spirituel et religieux. Un vide qui sera comblé, de toute façon, parce que l'homme est un être religieux, anthropologiquement. Je ne dis pas que l'homme est par nature chrétien, mais il est religieux. Quand je vois, par exemple, le succès de Mao en Chine, je vois une religiosité sécularisée. L'homme est un être en quête de sens, il posera toujours des questions. Je ne dis pas que le christianisme est une réponse à ces questions. L'État doit être neutre et la

séparation de l'Église et de l'État est une évidence. Mais la religion, la conviction, la foi sont présentes, non pas dans la gestion de l'État, mais dans la société civile où vivent les gens. Un chrétien s'engage dans la société aussi à partir de sa foi.

– *Dans le débat actuel sur la neutralité et la laïcité de l'État, aurez-vous une parole ?*

– Je pense que ceux qui ont une responsabilité politique dans notre pays ont tout intérêt à reconnaître la place de la religion et des convictions dans la société civile. L'islam est là. Je dis cela avec respect, pas à cause d'une certaine islamophobie. On peut inscrire la laïcité dans la

Constitution, qu'est-ce que cela va changer ? L'islam est présent et a le droit d'être là. Sa présence est sociale et sociétale. Et je suis convaincu qu'il est très important qu'existe, à côté de l'islam, un christianisme vital pour éviter que l'islam ne soit la seule instance qui représente ce qui est religieux dans notre société. Car il y a aussi la communauté juive. Je pense que c'est un argument même pour ceux qui ne partagent pas ma foi. En quoi un Juif qui porte une kippa me dérange ? Est-ce un signe de respect, de tolérance, de ne pas supporter cela ? Le voile est-il religieux ou culturel ? Ce n'est pas si simple. Quand j'étais enfant dans les années cinquante, les femmes portaient le foulard... Je comprends que dans certaines situations, il ne faut pas se manifester inutilement. Mais quand j'étais à Bruxelles, le grand rabbin a été agressé dans le métro. Parce qu'il avait son chapeau, on a vu qu'il était juif... Ce n'est pas un signe de grande humanité de ne pas supporter cela. Ce n'est pas un signe de liberté.

– *Dans notre société en débat, on cantonne souvent le christianisme au domaine de la morale sexuelle.*

– Mais la question de l'accueil des réfugiés est aussi une question morale. Il n'y a pas que la bioéthique ! Évidemment, il y a des tendances différentes dans l'Église mais pour certaines questions relatives au respect de la vie, à la bioéthique et aussi pour les réfugiés, pour l'homme dans le besoin, le consensus existe. Je pense que l'Église, et c'est d'ailleurs le message du pape François, ne peut pas être une Église uniquement liturgique, sacramentelle et catéchétique. Elle doit s'engager dans la société sinon elle fait ce à quoi cette société moderne et néo-

libérale veut la limiter. Du coup, la structure ecclésiale avec une hiérarchie qui, parfois, peut dire certaines choses, est un avantage. L'absence d'une telle structure est un peu la faiblesse de l'islam où il est très difficile d'avoir un discours commun. Mais je suis convaincu que, dans l'islam occidental, la majeure partie s'intègre dans notre société, et que l'extrémisme n'est pas ce qui construit l'islam. Pour beaucoup de musulmans,

---

**« La religion, la conviction, la foi sont présentes, non pas dans la gestion de l'État, mais dans la société civile où vivent les gens. »**

---

ce que fait Daesh est une horreur. Ils en sont les premières victimes. Quand leurs enfants partent en Syrie, ils avertissent eux-mêmes la police et se demandent ce qu'il faut faire.

– *Vous dites que l'Église est traversée de sensibilités différentes mais que le consensus est là pour les sujets liés au respect de la vie. Pourtant des perceptions diverses existent sur des questions comme l'avortement et l'euthanasie.*

– Il y a un consensus fondamental sur ces questions délicates. On ne peut pas tout libéraliser, comme certains partis voudraient le faire, par exemple en rendant possible l'euthanasie à partir de l'âge de 14 ans. On sait bien que dans la pratique, on rencontre des situations complexes ; à ce moment, la conscience joue. Je viens de lire dans la presse flamande que selon la loi, l'avortement est – hormis certaines circonstances, sous certaines conditions, pour lesquelles on n'est pas poursuivi – toujours un crime. Évidemment, c'est symbolique, mais j'y tiens quand même : cela signifie que ce n'est pas normal. Mais cela ne veut pas dire qu'à certains moments on ne puisse pas le faire. Voilà pourquoi je parle de consensus fondamental.

– *Face à la crise des vocations, ne pourrait-on pas imaginer à l'avenir qu'un laïc soit « curé » ?*

– Pourquoi ne pas l'ordonner ? Il ne faut pas changer nécessairement le ministère, mais je pense qu'il faudra un jour mettre ce problème à l'ordre du jour d'un synode ou d'un concile. Après deux synodes sur la famille, on pourrait imaginer un synode sur le ministère ecclésial aujourd'hui. Ce serait utile.

– *D'un continent à l'autre, les réalités sont différentes. Ne devrait-on pas favoriser des manières différentes de vivre en Église selon les cultures et les réalités ?*

– Je le pense parfois aussi parce qu'il existe des grandes disparités entre l'Afrique, l'Europe, l'Asie. Mais la globalisation est aussi une réalité... Chez les catholiques de l'Église orientale, une grande partie du clergé est mariée. Ce pourrait être le cas ici aussi. Je pense que la question d'ordonner des hommes mariés ne doit pas être liée à une culture. En Afrique, le catéchiste est un pilier. S'il n'était pas là, il n'y aurait pas de communauté chrétienne. Dans un synode, toutes ces questions devraient être abordées, pas seulement la question du célibat.

– *Cette année, aura lieu l'anniversaire du premier synode des évêques, qui a eu lieu en 1971, et qui était consacré à la justice dans le monde. Il aurait aussi dû aborder la question du sacerdoce. N'est-ce pas une occasion de le rappeler ?*

– Le sacerdoce pourrait être une thématique pour un synode. mais pour se pencher sur le ministère ecclésial dans un monde qui a changé... J'ai eu l'occasion de rencontrer Mgr Philippe Ranaivomana, l'évêque d'Antsirabe à Madagascar. Quand on voit l'engagement d'un homme pareil, on se demande vraiment ce que veut dire la privatisation des convictions. On parle en l'air !

– *On parle moins de justice sociale dans le monde. Comme le disait Paul VI, le nouveau nom de la charité est la justice, un élément incontournable de la foi. Parfois on l'oublie dans l'Église.*

– Cette question de la justice sociale est très présente dans la conscience du pape François. Il ne s'agit pas simplement de donner une aumône. Dommage que cela ne soit pas plus présent dans la conscience des chrétiens... Il s'agit d'un héritage de Paul VI qui était fort marqué par cette problématique en raison de son estime pour Cardijn et pour l'action catholique.

---

**Propos recueillis par Jacques BRIARD, Paul FRANCK, et Thierry TIIQUIN**

---

N.B. : L'interview a eu lieu avant les attentats à Bruxelles